

Cercle de réflexion parlementaire « Multinationales et droits humains »

INVITATION

MERCREDI 27 JUIN 2018 DE 8h30 à 9h30
Hôtel de la Questure de l'Assemblée nationale
128 rue de l'Université 75007 PARIS

Mireille Clapot
Députée de la Drôme

Dominique Potier
Député de Meurthe-et-Moselle

Jean-Paul Lecoq
Député de Seine-Maritime

ont le plaisir de vous inviter à un PETIT DÉJEUNER sur le thème :

Traité ONU sur les multinationales et droits humains : 2018, une année cruciale pour les négociations

Intervention de :

Olivier de Schutter

Professeur de droit, membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU

Depuis 2014, des négociations se déroulent chaque année à l'ONU pour élaborer un instrument international juridiquement contraignant (« traité ONU ») pour réguler l'activité des entreprises transnationales et autres entreprises en matière de droits humains.

En octobre 2017, près de 250 parlementaires français ont co-signé un courrier au Président Emmanuel Macron, l'appelant à soutenir ce projet de traité et à faire de la France un leader sur le sujet au sein de l'Union européenne. **La présente réunion de ce Cercle parlementaire a lieu dans le contexte des consultations organisées actuellement à Genève en vue de la publication d'une première version du traité cet été. C'est sur la base de ce document que les Etats poursuivront les négociations en octobre 2018. Sa publication constitue donc une étape cruciale dans le processus vers l'élaboration d'un traité protégeant les droits fondamentaux, qui doit mobiliser la société civile et les parlementaires.**

En présence de représentants de la coalition française pour le Traité ONU, composée de :

Action-Aid France Peuples Solidaires, Aitec, Amis de la Terre France, Attac France, CCFD-Terre Solidaire, CGT, collectif Éthique sur l'étiquette, France Amérique Latine, Ligue des droits de l'Homme, Sherpa, Union syndicale Solidaires.

RSVP avant le vendredi 22 juin à dominique.potier@assemblee-nationale.fr

Ce cercle de réflexion parlementaire a été créé à l'issue du séminaire à l'Assemblée nationale du 18 février 2018. Il est un espace de discussion et de proposition autour de la contribution de la France au processus d'élaboration d'un traité onusien sur les multinationales et les droits humains.